

L'avenir d'une intuition

Denis Clerc

Alternatives Economiques n° 295 - octobre 2010

Ce n'est évidemment pas un hasard si le n° 1 d'*Alternatives Economiques* est paru en octobre 1980. Au Royaume-Uni, Margaret Thatcher - qui se disait lectrice et admiratrice de Friedrich Hayek - avait été désignée comme Premier Ministre quelques mois auparavant. Aux Etats-Unis, Ronald Reagan, largement en avance sur son adversaire démocrate selon les sondages, allait emporter haut la main l'élection présidentielle quelques semaines plus tard. En France même, le Premier ministre d'alors, Raymond Barre - dont Valéry Giscard d'Estaing avait dit qu'il était le "*meilleur économiste de France*" -, menait une politique partiellement inspirée de Milton Friedman et de son monétarisme. Bref, après un demi-siècle de déclin, le libéralisme économique redevenait dominant. "*La seule politique possible*", répondait Raymond Barre à ses contradicteurs, "*There Is No Alternative*", allait s'exclamer Mrs Thatcher (gagnant alors son surnom de "TINA") quelques mois plus tard: à quoi bon discuter, protester ou s'opposer, s'il n'y a pas d'autre solution possible?

Convictions et réalisme

C'est justement contre ce qui allait être qualifié un peu plus tard de "pensée unique" qu'il me semblait nécessaire de s'élever. Pas par esprit de résistance au libéralisme économique. La prétention de tout régler par le marché et sa "main invisible" me paraissait certes à la fois dangereuse et erronée, mais le marché lui-même me semblait un instrument utile et efficace dans bon nombre de cas. Et les tares du "socialisme réellement existant" autant que les travers du programme commun, alors porté par la gauche de gouvernement, m'avaient convaincu que les bonnes intentions ne suffisent pas à faire une bonne politique économique.

Je voulais surtout insister sur le fait que, dans le domaine économique, il existe presque toujours plusieurs solutions envisageables - d'où le pluriel à *Alternatives* (1) - à un problème donné (l'inflation, le chômage, les inégalités...), chacune comportant son lot d'avantages et d'inconvénients. Ce qui laisse un espace à la discussion, au choix, bref, à la délibération démocratique. A condition que les termes du débat soient compris de tous: d'où l'importance d'éviter le jargon et d'expliquer clairement. Mais aussi à condition d'être réaliste: tout n'est pas possible et le pire serait de promettre la lune en occultant les contraintes économiques ou en les niant. Et j'insistais dans l'éditorial du premier numéro sur le fait que la performance économique, qu'elle s'apprecie par le rythme de croissance économique, les gains de productivité ou les résultats des entreprises, va trop souvent de pair avec le manque de respect des hommes et de l'environnement.

N'ignorons pas le côté cour, sous prétexte qu'il existe un côté jardin. L'économie n'est pas une fin en soi, mais un moyen qu'il faut savoir utiliser intelligemment au service d'une société plus solidaire et plus conviviale. J'ajouterais volontiers aujourd'hui, si cet éditorial initial était à refaire, "plus durable". L'idée y était, mais le terme ne s'est imposé qu'en 1987, avec la parution du rapport Brundtland, du nom de la présidente de la Commission des Nations unies sur l'environnement et le développement.

Fidélité

C'était un ambitieux programme. A la fois pédagogique, analytique et éthico-politique. Trente ans après, y avons-nous été fidèles? Je suis évidemment mal placé pour en juger, et peut-être quelque thésard aura-t-il un jour la patience de reprendre les bientôt 400 numéros (2) édités au cours de ces trois décennies pour analyser les tournants, les accommodements et autres écarts entre principes et réalité que tout projet qui se concrétise est inévitablement amené à consentir.

Il me semble toutefois que ce projet éditorial a été respecté et que la ligne du journal n'a pas trop dévié par rapport à ce qu'elle était au départ. En tout cas, je me retrouve bien dans ce qu'elle est aujourd'hui, bien que j'aie passé le témoin depuis onze ans. Au point que, lorsque je parle du journal ou que j'écris à son propos, je dis "nous" et non pas "ils", tant je m'identifie à l'actuelle équipe et tant je me reconnais dans le travail effectué par Philippe Frémeaux. Le refus de dissocier l'économie du social, l'engagement européen malgré les dérives libérales qui aboutissent à confondre concurrence et bien commun, l'engagement en faveur de l'économie sociale et solidaire, l'importance attachée à la protection sociale, à la lutte contre les inégalités et aux questions d'environnement, le souci de relations Nord-Sud équitables, caractérisent, aujourd'hui au moins autant qu'hier, les orientations du journal. Et la volonté de parler sérieusement de l'économie, sans caricature ni raccourcis trompeurs, mais en termes accessibles à tous, est toujours présente dans ses colonnes.

Ambiguïté persistante

Il y a un point, cependant, sur lequel je m'interroge: l'ambiguïté entretenue sur la question de la croissance, depuis le début du journal. D'un côté, *Alternatives Economiques* a toujours mis les questions environnementales au coeur des problématiques traitées: dans l'édito du premier numéro, j'évoquais déjà "*une société moins gaspilleuse*"; les questions de maîtrise de l'énergie, de pollution, de course au "toujours plus" constituent une thématique très présente dans le journal, bien avant que l'on ne parlât du réchauffement climatique ou du renchérissement pétrolier. Mais, d'un autre côté, la liste des articles critiquant telle ou telle mesure au motif qu'elle ne favorisait pas la croissance, le pouvoir d'achat et l'emploi est infiniment plus longue. On peut toujours trouver des justifications ou des excuses à cette ambiguïté (pour ne pas dire schizophrénie): tout dépend du contenu de la croissance, il peut exister des modèles de développement moins gaspilleurs, on ne sait pas comment créer des emplois durables sans croissance, la croissance concerne le court terme et le modèle de développement le long terme, etc. Ces justifications ne sont pas sans poids, je les ai longtemps mises en avant. Mais, aujourd'hui, il nous faut cesser d'être chauve-souris, mammifères à certains moments, mais animaux volants quand cela nous arrange. Le dernier livre de Jean Gadrey m'a convaincu qu'il faudra finir par trancher. On ne peut plus être favorable à la croissance dans le court terme et réservé ou critique dans le long terme. Il s'agit, sans verser dans le discours utopique ou l'aveuglement des microréalisations, de parvenir à articuler écologie et économie parce qu'on ne peut, sans catastrophe, sacrifier l'une à l'autre. La société doit marcher sur ces deux jambes à la fois pour trouver un équilibre.

Du pain sur la planche

Toutefois, cette question essentielle - quel modèle de développement devons-nous tenter d'acclimater pour que demain soit viable pour nos enfants et petits-enfants, sans qu'aujourd'hui devienne pour autant invivable? -, ce n'est pas seulement à l'équipe d'*Alternatives Economiques* qu'elle se pose, ni même à l'ensemble de nos lecteurs. C'est toute la société mondiale qui y est actuellement confrontée. Il va falloir nous atteler à trouver des réponses acceptables à tous les

niveaux: local, national, européen, global. Ce sera la tâche des trente prochaines années. *Alter Eco* a du pain sur la planche pour aider tous ses lecteurs à avancer sur ce chemin.

(1) Ce qui est une faute de français, puisque dans notre langue le terme "alternatives" désigne un choix entre deux solutions, alors qu'en anglais il s'applique à l'ensemble des solutions envisageables, même s'il y en a plus de deux.

(2) En comptant les hors-série.